

LA TRIBUNE INDOCHINOISE

FUMEZ

LES

Cigarettes

JOB

Organe officiel du Parti Constitutionnel Indochinois

Paraissant les Lundi, Mercredi et Vendredi

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE
Tribunindo

DIRECTEURS POLITIQUES : B. QUANG-CHIEU & NGUYEN-PHAN-LONG

RÉDACTION & ADMINISTRATION : 72, RUE LA GRANDIÈRE - SAIGON

TÉLÉPHONE : 696
Boîte postale 138

TARIF DES ABONNEMENTS	
Un an.....	12\$
Six mois.....	7
Trois mois.....	4
Annonces légales :	
0 \$ 50 la ligne de 6 points sur 11 colonnes.	
Annonces commerciales :	
A forfait	

La part de l'indigène dans les profits des travaux et fournitures de l'emprunt

L'emprunt va faire couler un pactole artificiel ou, si l'on préfère, temporaire, en Indochine : marchands, industriels, voire caoutchoutiers, éleveurs de volatiles et de cochons pour foires agricoles, s'approprient, comme de juste, à l'assaut de ces richesses, avec d'autant plus d'ardeur qu'ils savent que l'aubaine n'a pas qu'un temps. A d'autres de leur jeter la pierre ! Quant à nous, la contemplation du spectacle nous suffit.

Mais nous serions marris si, dans cette distribution de faveurs et de prébendes, sous forme de marchés de fournitures ou de travaux, nos petits industriels annamites, à qui le succès sourit déjà, se voyaient plus ou moins ouvertement écartés de la faveur de ces entreprises. Ce serait plus qu'une iniquité, puisque ce serait une faute politique. L'iniquité se définirait d'elle-même : pourvoyeurs principaux des budgets dont les recettes seraient affectées au service des intérêts de l'emprunt, ils ne sauraient sans injustice être privés des avantages d'une participation légitime à ces travaux et à ces fournitures. La faute du gouvernement résulterait du mécontentement engendré par une éviction que rien ne justifierait.

Cela étant, la représentation annamite, si attachée aux intérêts de ses commettants, ne pourrait-elle, aux prochaines sessions des assemblées délibérantes ou consultatives auxquelles on lui fait l'honneur de la convoquer, émettre officiellement le vœu que la part des industriels annamites soit effectivement respectée, que dans les adjudications et soumissions leur droit ne soit point

entravé par des artifices de procédure inattendus, que dans les menus travaux et fournitures de gré à gré, que nécessite toujours en fait l'ouverture de grands chantiers, les petits industriels annamites ne soient point systématiquement écartés.

Une ou plusieurs sociétés de personnes ou de capitaux annamites, à responsabilité limitée ou anonyme, ne pourraient-elles se constituer et prendre dès maintenant position, en vue d'être prêtes à l'action, au moment où s'ouvriraient les premiers chantiers ?

La représentation annamite ne pourrait-elle aussi veiller à ce que des adjudications et soumissions susceptibles d'intéresser ses commettants ne soient point annoncées et faites à Paris, sans des délais suffisants pour permettre à la concurrence annamite de s'exercer utilement ?

Suggestions que nous émettons ici au hasard de l'idée mais dont chacune répond à des souvenirs lointains de systématique éviction de l'Annamite et de l'Asiatique en général, à l'occasion de ces grandes aubaines de travaux dont tout le profit se drainait vers la métropole et dont furent même victimes des industriels français de la colonie qui avaient surtout le tort d'être dépourvus de relations et de protections financières ou parlementaires.

A notre époque si rude pour le petit monde, ces fautes-là peuvent encore se représenter, et quand on en est victime, il faut gueuler son droit à tous les échos.

TU HAI.

Le triomphe de Gandhi

Les négociations officieusement engagées par les Anglais avec Gandhi et les principaux chefs nationalistes hindous n'ont abouti qu'à un échec où le prestige britannique sort très diminué, tandis que s'accroît le prestige du Mahatma.

Lord Irwin, le vice-roi, n'a pu obtenir de l'adversaire emprisonné que des conditions dont l'ensemble ressemble fort à un ultimatum : droit pour l'Inde de se séparer de l'Empire britannique ; droit d'établir un gouvernement national responsable, et maître d'organiser sa défense comme il lui plaît ; remise en liberté des prisonniers politiques et restitution des amendes payées par eux.

Les conditions de Gandhi ont été jugées inacceptables. Les nationalistes de la grande péninsule asiatique réclament plus que le statut des Dominions ; c'est l'indépendance complète qu'ils veulent. Les chefs eux-mêmes qui ont déclenché le mouvement ne pourraient plus l'arrêter.

Il faut reconnaître que les Anglais, depuis un an, ont manœuvré avec imprudence et maladresse.

Les déclarations de lord Irwin, à l'automne de 1929, avaient éveillé chez les Hindous de grands espoirs. Gandhi, les deux Nehrus, les autres chefs nationalistes, loin de prêcher alors la désobéissance et de réclamer l'indépendance, comptaient réaliser un accord à l'amiable avec Londres. Ils acquiesçaient vite la certitude que le cabinet britannique se moquait d'eux.

L'emprisonnement de Gandhi et de ses principaux lieutenants, et leur détention — qui se prolonge sans qu'on parle de les juger — furent d'autres fautes politiques.

Et que penser de ces pourparlers officieux organisés par les soins du vice-roi, avec les adversaires de son gouvernement, dans une prison ?

Comme à l'égard de l'Irlande que malgré des siècles, les Anglais n'ont jamais pu assimiler, la politique de Londres s'est montrée aux Indes, tantôt brutalement répressive, tantôt maladroitement faible.

Ces fautes-là se payent toujours. Elles se paieront particulièrement en un pays où la résistance passive, l'indifférence à la mort, l'incertitude presque des vertus nationales.

Les grèves, les boycottages, les dé-

La situation s'améliore sensiblement au Nord-Annam

L'épuration se poursuit activement

On constate dans la province de Vinh une sensible amélioration de la situation. La colonne Pet t, opérant dans le canton de Nam Kin, a obtenu la soumission de plusieurs villages. Quelques maisons et paillottes appartenant à des meneurs connus ont été détruites et de nombreuses arrestations effectuées. Derrière la colonne les autorités indigènes reprennent l'administration des villages.

Le détachement de la garde indigène qui opère dans la région de Nam Dan a reçu le douze octobre la soumission de cinq villages.

Une autre colonne commandée par M. Kirsch, a reçu la soumission les dix, onze et douze octobre de huit villages et de tous leurs hameaux. Le calme règne dans la région de Yen-Thanh et de Phu-Dich.

Une colonne dirigée par la quantité de la province de Vinh a arrêté à Nghia-Doc, en flagrant délit 48 individus qui créaient des troubles dans une région proche de Vinh.

Toutes les voies de communication ont été rétablies dans les provinces et les ouvrages d'art ont été placés sous la responsabilité des villages. L'action se développe progressivement dans les autres zones.

sordres de tout genre se multiplient. La grande conférence anglo-indoue ne se tiendra pas avant la fin d'octobre. D'ici là, des flots de sang vont encore couler. Et, d'ailleurs, en l'absence des chefs nationalistes, quelle valeur pourraient-ils avoir les délibérations de cette conférence ?

La situation semble donc s'aggraver tous les jours. Moins que jamais, Londres doit compter, pour assurer son règne, sur les divisions des races, de castes, de religions.

Il est question de remplacer bientôt lord Irwin par quelque autre, lord Zetland, ou sir Herbert Samuel. Les changements de cette nature n'ont pas grande importance.

Une politique de libéralisme réel a été promise à l'Inde. Les travailleurs doivent lui accorder. Il en est temps.

LE QUOTIDIEN.

Le Grand Conseil des Intérêts Économiques et Financiers de l'Indochine a tenu avant hier la première séance de sa session annuelle

Hanoi, 15 Octobre. — Retardé en cours de transmission. La séance d'ouverture de la session annuelle du Grand Conseil des Intérêts Économiques et Financiers de l'Indochine, a commencé à 9 heures dans le grand amphithéâtre de l'Université. À l'arrivée du Gouverneur général Pasquier, accompagné du Secrétaire général Graffeuil et des officiers d'ordonnance et escorté par le Palais du Gouvernement, le peloton de remonte, les honneurs militaires ont été rendus par un détachement des corps de troupes de la garnison. Le Gouverneur général a été reçu à l'entrée de l'Université par le docteur Yersin, doyen d'âge du grand conseil et par les membres du bureau, entourés des présidents des assemblées élues de la colonie. M. Pasquier a gagné l'amphithéâtre où sur l'estrade officielle se trouvaient déjà assemblées les autorités civiles et militaires et les chefs de services généraux.

Les membres du grand conseil presque au complet, occupent les travées réservées et de nombreuses notabilités commerciales et industrielles avec les membres de la presse garnissent les tribunes.

Le Gouverneur général prend la parole et adresse d'abord des mots de remerciements au doyen d'âge de l'Assemblée, le docteur Yersin, le grand savant qui honore l'Indochine entière et qui a bien voulu cette année encore déléguer ses travaux pour venir prendre part aux assises de la plus haute représentation de la Colonie.

Hanoi, 15 octobre. — Le grand conseil s'est réuni ce matin pour sa session ordinaire de 1930. Au début de la séance, le Docteur Yersin, président d'âge, a prononcé une courte allocution dans laquelle il a souhaité la bienvenue au Gouverneur Général et à l'assuré du sincère désir d'active collaboration des membres de l'Assemblée.

La péroraison de l'important discours du Gouverneur Général, communiqué par ailleurs à la presse, a été accueillie par de vifs applaudissements unanimes. La séance a été levée à 13 heures et renvoyée à l'après-midi 16 heures, pour l'élection du bureau et la désignation des membres des diverses commissions.

Cinquante conseillers sont présents, titulaires ou suppléants. Un seul est absent : M. Genaud, délégué de l'Annam.

Dans la séance de l'après-midi, le grand conseil a procédé à l'élection de son bureau. Il a élu président M. Perroud, Président de la Chambre de Commerce de Hanoi par 46 voix sur 49 votants. Pour la première vice-présidence, M. Martini élu, obtient 37 voix contre M. Mathieu 12. Pour la seconde vice-présidence, M. Bui-quang-Chieu est élu avec 26 voix contre 12 bulletins blancs et 12 divers.

Le secrétaire est M. Bona, avocat-défenseur à Hanoi, 45 voix sur 48 votants. Après une allocution de M. Perroud, qui en prenant la présidence, remercie l'Assemblée de la marque de confiance qui vient de lui être donnée, le Grand Conseil élève les membres des deux commissions des affaires diverses et des finances. Sur la proposition de M. de Lachèvre, il décide de reporter la nomination des membres de la commission permanente du Grand Conseil en fin de session.

Le Conseil entend ensuite les réponses de l'Administration aux différents vœux présentés à la fin de la session de l'an dernier. Sur l'intervention de certains conseillers, le commissaire du gouvernement, le secrétaire général Graffeuil, donne l'éclaircissement demandé.

Judi dans la matinée les commissions commenceront leurs travaux.

La date de la prochaine séance plénière n'est pas encore fixée.

Hanoi, 16 octobre. — Le Grand Conseil a abordé dans la matinée, en commissions, les questions inscrites à l'ordre du jour de la session. Sous la présidence de M. Mathieu, la commission des finances a examiné les premiers chapitres du budget général. Le Secré-

Abus de confiance d'un nouveau genre

Un compradore d'une banque de la place avait obtenu, en 1924 sous le règne de M. le Gouverneur de la Cochinchine Cognacq, une concession, à titre provisoire, d'une parcelle de terre domaniale d'une contenance de quelques cinq cents hectares (500 ha), dans une des provinces de l'Extrême-Ouest. Pendant le délai de 5 ans accordé aux concessionnaires provisoires par les règlements pour la mise en exploitation des terrains concédés, ledit compradore n'avait presque rien fait sur sa concession. Aussi, en 1929, dès l'expiration de son délai, le chef de province intéressée, qui, malheureusement pour lui, n'était plus le même que celui qui le favorisait dans ses projets de spéculation, proposait au Gouvernement de prononcer le retour de sa concession provisoire au domaine.

Aussitôt que l'intéressé avait appris qu'une décision, dans ce sens, allait être prise par l'autorité supérieure, il cherchait à vendre sa concession. Il trouva vite, parmi ses clients, un homme assez simple pour accepter sa proposition, sans vérifier au préalable la situation dans laquelle se trouvait le terrain en question. Le prix de cession convenu était fixé à sept mille piastres (7000 piastres). Le concessionnaire n'ayant pas en ce moment de l'argent disponible pour payer le prix de cession, demanda un délai de quelques semaines pour le règlement définitif de l'affaire.

Notre compradore pour pouvoir se débarrasser au plus vite du terrain qui allait lui échapper bientôt, s'efforça à faire avancer au concessionnaire la somme convenue par sa femme. Etant son obligé pour un important emprunt qu'il venait de lui faire obtenir, le pauvre homme dut accepter cette offre. Un billet de dette de 7.000 piastres fut sur-le-champ souscrit par le concessionnaire au profit de la femme du compradore, et, en même temps, fut établi l'acte de cession du terrain.

Un ou deux mois après, fut intervenue la décision du Gouverneur de la Cochinchine prononçant le retour au domaine du terrain en question. Dès qu'il eut reçu notification de cette décision, notre compradore fit réclamer d'urgence par sa femme au concessionnaire du terrain, déjà retourné au domaine, le paiement de la somme de 7.000 piastres, objet du susdit billet de dette. Non seulement, le souscripteur de ce billet refusa de payer sa dette, qui était aussi imaginaire que le terrain dont il s'était rendu acquéreur, mais il demanda, en retour, au compradore en cause l'annulation de son effet de créance.

Sur le refus par ce dernier de faire droit à sa demande le concessionnaire aurait, semble-t-il, porté plainte devant la justice contre lui et sa femme pour abus de confiance.

L. B.

taire Général Graffeuil et le directeur des finances assistaient à la séance en qualité de commissaires du gouvernement.

La commission des affaires diverses sous la présidence de M. Leconte, a adopté le projet concernant la classification des diverses routes de l'Indochine. Elle a examiné un projet d'arrêté relatif au service téléphonique de nuit et a chargé M. Chenu, président de la Chambre de Commerce de Haiphong, de faire un rapport sur cette question. Les travaux des commissions ont continué dans l'après-midi.

Les séances des commissions du Grand Conseil ont repris dans l'après-midi à 15 H 00.

Sous la présidence de M. Mathieu la commission des finances, qui a nommé rapporteur M. Soulet, directeur de la Banque Franco-Chinoise à Saigon, a examiné les chapitres des dépenses du budget général, relatifs au gouvernement général, au service de la justice, aux services financiers, aux douanes et régies et a abordé l'étude des dépenses d'intérêt social par celles relatives à l'instruction publique. La commission continuera cet examen dans la matinée de vendredi.

On s'abonne sans frais à la Tribune Indochinoise dans tous les Bureaux de Poste de l'Indochine.

AU SUJET des scandales financiers

L'article intitulé « Gros scandales financiers en perspective » publié dans le numéro de la Tribune Indochinoise du vendredi 10 octobre courant, a donné lieu à la lettre dont suit la teneur, adressée à notre direction par le Directeur de la Société Annamite de Crédit qui, se sentant visé par une partie de cet article, croit devoir fournir au public les explications nécessaires sur les opérations de cet établissement.

Il en ressort que les membres du Conseil d'Administration dudit établissement n'ont pas reçu personnellement des avances s'élevant à plus de 200.000 p., mais ils ont effectivement donné leur caution à des avances consenties par la Société à des tiers et dont le montant dépasse 200.000 p.

Puisque nous n'avons pas visé nominativement dans notre journal la Société Annamite de Crédit, nous ne croyons pas devoir commenter la lettre de M. P. Le-van-Gong. Il appartient au public de juger si ses explications sont suffisantes pour co server intacte la confiance des clients de la Société.

N. D. L. D.

Saigon, le 13 octobre 1930.

Monsieur le Directeur de la Tribune Indochinoise SAIGON.

Dans un article paru dans votre numéro du vendredi 10 octobre 1930, vous dites que le bruit court que les Membres du Conseil d'Administration d'une Banque récemment créée se seraient fait attribuer des avances s'élevant à plus de 200.000 \$.

Si vous faites allusion à la Société Annamite de Crédit, comme j'ai des raisons de le supposer, je crois devoir vous renseigner exactement sur ce sujet :

Notre Société n'a avancé effectivement qu'une somme de : 40.000 \$ à un Membre de notre Conseil dont la fortune est estimée à plus de : 500.000 piastres. Ce Membre aurait fort bien pu prendre cette somme au Crédit Foncier dont l'agent à Cantho lui avait promis, sans qu'il le sollicite, un crédit beaucoup plus grand. Et c'est pour donner sa préférence à notre Société qu'il a fait l'opération chez nous, en payant un intérêt comme tout le monde.

Les Membres de notre Conseil ont plutôt donné leur caution à des avances consenties par notre Société à des tiers. C'est cette caution qui s'élève à un chiffre assez important (plus de : 200.000 piastres) que vous avez prise pour des avances directes.

Les Membres de notre Conseil donnent leur caution, sans en retirer le moindre avantage personnel. Ils le font pour rendre service aux emprunteurs en se rendant, solidement avec eux, responsables de la dette. L'un d'eux a dû, pour cela, rembourser à notre Société une somme de : 8.300 p. à la place de deux débiteurs défaillants, et je prévois qu'un autre aura à payer entre : 5.000 p., et 7.000 p., pour ces personnes cautionnées par lui.

C'est la seule récompense des Membres de notre Conseil qui ne savent pas, parce qu'ils ont un cœur sensible, opposer un refus net et catégorique, aux gens qui viennent solliciter leur caution. Ils auraient pu leur répondre, comme tant d'autres : « J'ai été pris une fois, et j'ai juré que je ne signerais jamais plus pour personne ». Ils ne l'ont pas fait. Je rends hommage à leur bonté patiente et persévérante.

Les Membres de notre Conseil possèdent des immeubles estimés à plus de deux millions de piastres, contre lesquels ils pourraient emprunter, chez d'autres Établissements de crédit, une somme de près d'un million de piastres. Un seul Membre de notre Conseil a un crédit de : 300.000 p., à la Banque de l'Indochine, à Cantho.

Les opérations faites par notre Société avec les Membres de notre Conseil, opérations autorisées par décision de l'Assemblée Générale, sont absolument sûres : elles ne s'élèvent pas à 1/10 du crédit que les autres Banques sont disposées à leur faire.

Je vous serais vivement obligé de bien vouloir faire insérer ma présente lettre dans votre estimé journal et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

P. Le-van-GONG.

Pour n'avoir pas salué un gendarme, un instituteur a été rossé

Dans le *Duoc-Nhà-Nam* du 17/10/30, a été relatée l'affaire d'un Annamite qui, pour n'avoir pas salué un Indien à Laïthien, a été violemment frappé par ce dernier. La lecture de cet article me donne l'idée de raconter une autre affaire dans laquelle un autre Annamite était victime des brutalités d'un gendarme.

C'était au mois de septembre dernier. Les grandes vacances s'achevaient vers leur fin et les instituteurs, après un repos bien mérité, s'empressaient de rejoindre leurs postes. Donc M. X., chargé de l'école de Bavat, rejoignait aussi le sien. Il prit une jonque de l'entre à Bavat. Mais à peine la jonque eut-elle touché Giông Keo, qu'on vit déjà sur le bord de la rivière un gendarme et quelques lins qui étaient en train de fouiller les voyageurs et leurs bagages. Ils étaient dans leur droit et chacun devait présenter et son corps et ses papiers, sans la moindre exception. Quand il eut fini ce travail, le gendarme descendit dans la jonque. Après quelques mots échangés avec l'instituteur, on vit le gendarme sauter sur celui-ci et le rouer de coups. L'instituteur, étant de faible taille, ne put rien contre le gendarme de grosse corpulence. Même s'il le pouvait, il n'aurait pas riposté, car il savait bien qu'un agent de la force publique, dans l'exercice de ses fonctions, est un personnage sacré. Malheur à celui qui le touche.

Le gendarme lâcha enfin l'instituteur, ses nerfs ayant été suffisamment détendus. Mais, il ne cessait d'agoniser celui-ci de graves blessures. L'instituteur que la brutalité révoltait de tout son être, hasarda quelques mots de riposte. Et le gendarme se sentant encore une fois sur lui et lui administrer de nouveaux coups.

La scène ne s'arrêta pas là. L'instituteur vint s'en plaindre aux autorités communales de l'endroit. A la maison commune où le gendarme arriva presque en même temps que le plaignant, chacun se défendit à sa manière. Le gendarme, pour donner plus de poids à sa défense, distribua d'ailleurs, au nez et à la barbe des notables, de nombreux coups à l'instituteur. Ne sachant que faire, le malheureux instituteur regagna sa demeure, tout en croyant qu'il en avait été quitte avec les coups qu'il avait reçus injustement. Au contraire, une fois chez lui, à grande stupeur, il vit arriver le gendarme et des lins qui vinrent faire une perquisition à son domicile.

En réalité qu'a-t-il fait, le pauvre instituteur, pour mériter tant de coups et d'injures ? Il a simplement commis le crime de n'avoir pas salué le gendarme.

Que pensera-t-il, Monsieur le Gouverneur de la Cochinchine, de cet incident ? Tolérera-t-il qu'un gendarme rempli de cette façon ses fonctions ? On ne le croit pas, Monsieur Krautheimer étant toujours réputé comme un gouverneur impartial et juste.

Au moment où j'écrivais ces lignes, on m'apprit que l'instituteur en question avait déposé une plainte contre son oppresseur.

CONG NGHIEP.

Nouvelles d'Annam

Un horrible accident d'auto

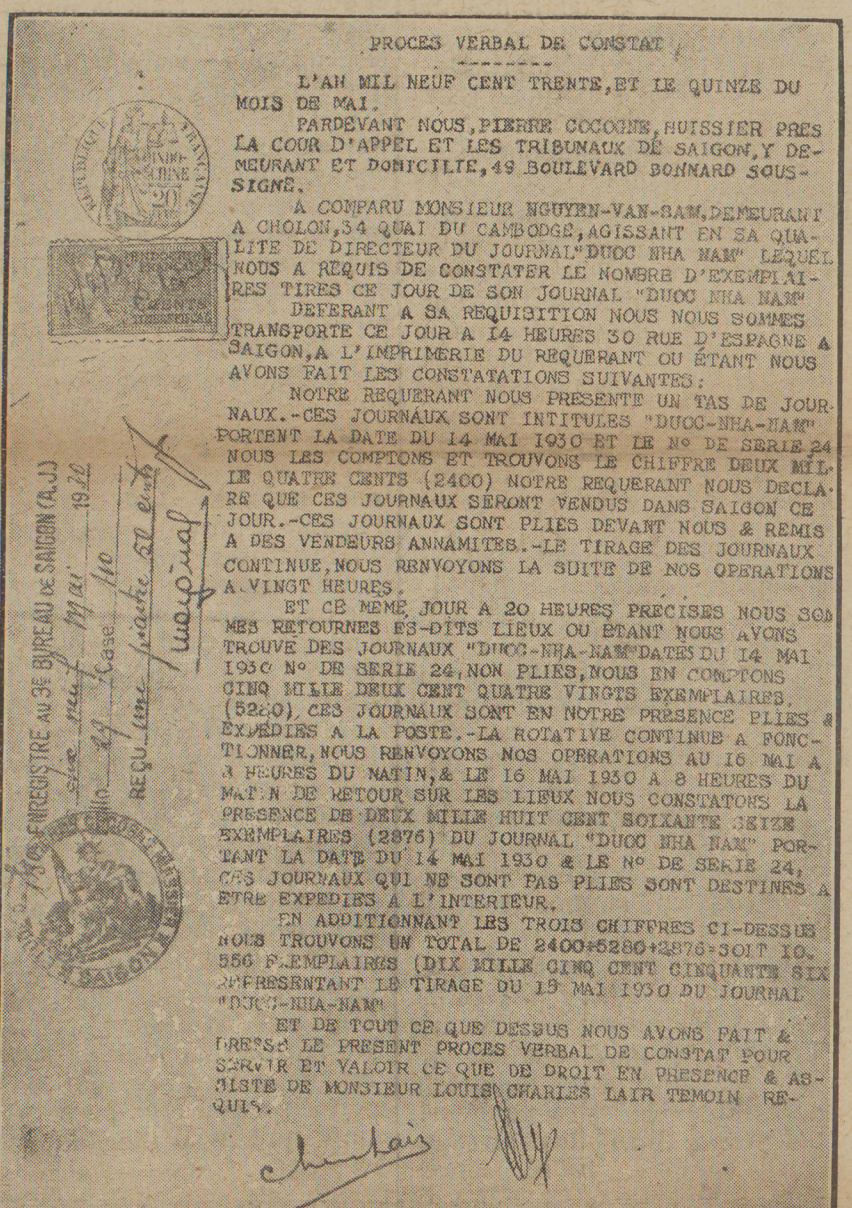
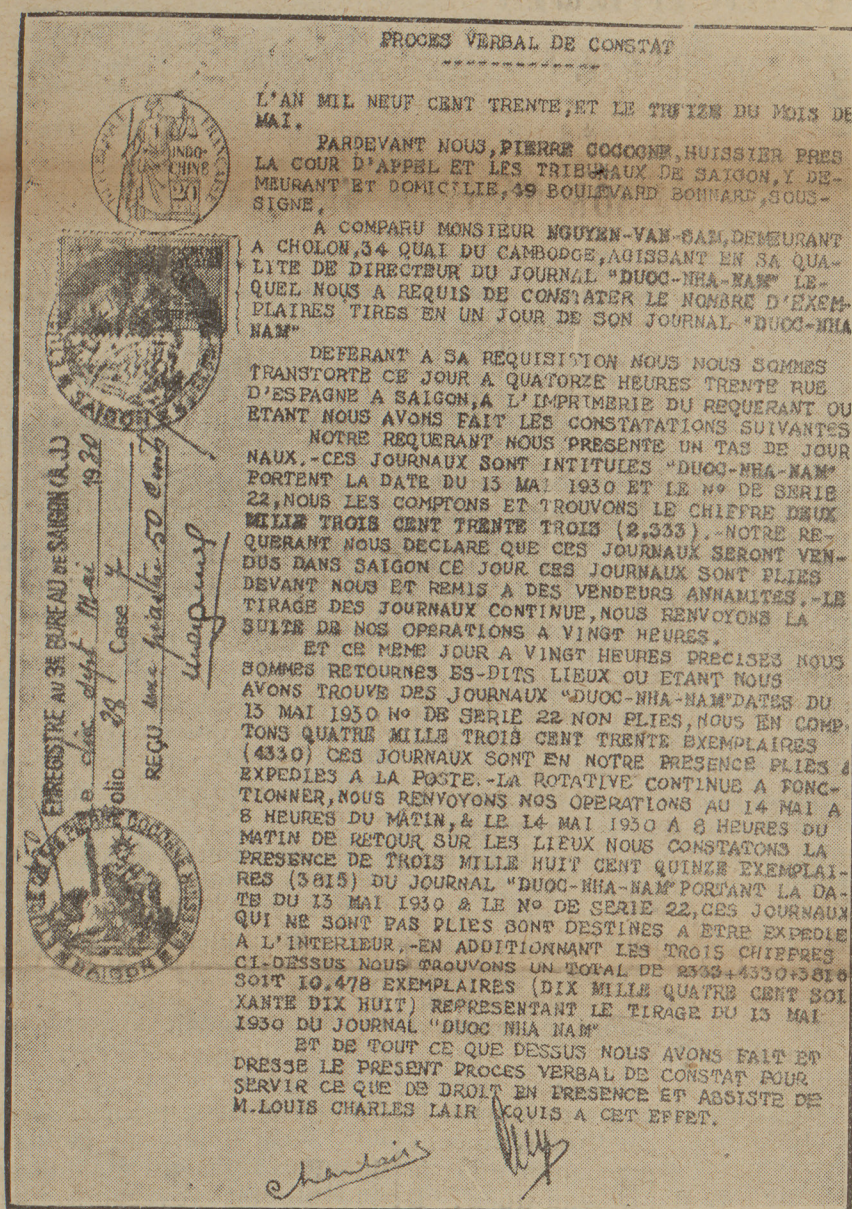
Huê, 16 octobre. — Le résident de Faïfou informe que M. Pagès, entrepreneur à Qui-Nhon, et 3 indigènes ont été victimes hier d'un grave accident d'auto sur la route coloniale près de Tam-Ky. L'auto est tombée en eau profonde. M. Pagès et les trois indigènes qui l'accompagnaient sont décédés.

Remerciements

Madame et le Commandant Xuân, La famille Nguyen-van-Cua, profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion du deuil cruel qui les frappa, prient les amis et connaissances de bien vouloir agréer l'expression de leur reconnaissance.

Commerçants et Industriels!

Vous toucherez toute la clientèle annamite en faisant de la publicité dans le **Duoc-Nha-Nam**, quotidien de langue annamite tirant à plus de dix mille exemplaires, ainsi qu'en font foi les procès-verbaux de constat d'huissier dont voici le fac-similé:



CABINET DE CONSULTATION MÉDICALE

MADAME & M. CAO-SI-TAN

DOCTEUR EN MÉDECINE

N° 150 RUE MAC-MAHON - SAIGON

CONSTRUCTIONS EN BÉTON ARMÉ

Travaux Publics et particuliers

NGUYEN-VAN-SAM

Ancien Agent voyer Indochinois des T. P.

ENTREPRENEUR

Bureau : 34, Quai du Cambodge, CHOLON

Études, Plans et Devis sur demande

CABINET DE CONSULTATIONS

MÉDECINE GÉNÉRALE

Docteur TRÂN-VĂN-NÚ

12, Boulevard Gallieni

EN FACE DU MONUMENT DES MORTS

CANTHO

Un rapport de Marius Moutet

Du journal « L'ami du peuple indochinois »

« Les événements qui se déroulent en Indochine, mouvements révolutionnaires émanant de Sociétés Secrètes, attentats à main armée, manifestations organisées entraînant des répressions souvent sanglantes, révèlent un mécontentement profond dans l'ensemble de la population contre la domination française.

« Ce mécontentement a pour cause essentielle l'état d'infériorité dans lequel sont tenues les populations indigènes au point de vue social, économique et politique.

« Le régime français, tout en contribuant au développement économique et intellectuel du pays, n'a pas su en temps utile, associer les habitants à son œuvre, et leur accordant progressivement les libertés et les droits qu'ils réclamaient.

« Il a maintenu un régime de domination d'une race sur une autre, entraînant ou favorisant les abus, laissant subsister l'apparence corrompue des institutions du passé malgré l'évolution des idées et des sociétés, au lieu de s'efforcer d'accroître cette évolution vers un régime moderne de démocratie libérale et égalitaire.

« Il n'a pas su réprimer la violence et la concussion des fonctionnaires indigènes ou parois français et les abus de pouvoir et d'autorité.

« Il n'a pas assuré aux indigènes toutes les garanties d'une justice régulière et bien administrée.

« Il a laissé subsister, avec des tribunaux indigènes aujourd'hui sans garantie, des juridictions d'exception frappant de pénalités impitoyables tous ceux qui leur sont dévoués sans leur donner un moyen sérieux d'assurer la défense de leur vie et de leur liberté.

« Il a laissé se développer également un capitalisme européen qui a pu trop longtemps, sans frein et sans contrôle, exploiter l'indigène privé de ses protectrices du travail et du salaire, et laisser subsister les abus d'une situation sociale où les indigènes sont exploités par leurs propres compatriotes, par l'usure, le colonat, le jeu.

« Par contre la France a institué un régime fiscal déplorable dans son organisation et dans ses moyens, portant sur des produits essentiels comme le sel ou le concédé à des particuliers intéressés au rendement, comme l'alcool qui est d'autre part excessif pour la capacité financière de l'ensemble de la population.

« Cet état de mécontentement s'est lentement développé et amplifié en raison de l'insuffisance ou de l'absence du contrôle réel du Gouvernement et du Parlement sur l'Administration des pays indochinois.

« Si on ne peut nier l'effet de la propagande révolutionnaire ou l'action des partis politiques nationalistes ou communistes, il ne suffit pas de les incriminer ou de les combattre pour rétablir l'ordre et la paix.

« Le régime français n'a pas su assurer le concours de l'élite intellectuelle de la population toujours traitée en suspecte et n'a pas su en créer une véritable capable de prendre en main les destinées du pays toutes les tentatives d'organisation d'un enseignement vraiment supérieur et adopté au milieu ayant été annihilées.

« Il n'a pas su créer un grand nombre de déclassés en ne permettant pas aux indigènes d'accéder dans les mêmes conditions que les Français, aux emplois ou d'exercer des professions correspondant à leur éducation.

« Il n'a pas tenu les promesses faites aux indigènes en leur accordant les libertés essentielles en leur assurant la garantie de leur droits d'homme en leur accordant ceux du citoyen.

Il faut comprendre que le succès de la politique et de la propagande révolutionnaires tient précisément à l'absence d'une politique conforme aux aspirations de l'élite annamite, aux besoins du peuple, aux traditions de la République démocratique française, aux espérances qu'elle a éveillées et aux promesses qu'elle a faites.

C'est seulement par la mise en œuvre rapide et rigoureuse d'une politique s'inspirant de ces directives que la France pourra espérer justifier le maintien d'une occupation qui n'a pas été sans profit de civilisation pour les indigènes, mais si les critiques justifiées et graves ne doivent pas faire perdre de vue les incontestables progrès réalisés, ces progrès ou ces progrès ne sauraient en aucun cas justifier une politique de domination et d'oppression qui se perpétuerait contre le vœu des populations; que dans la mesure où elles le peuvent ont le droit de disposer de leur sort.

Les méthodes employées pour la répression des mouvements de révolte, loin de donner l'impression de la fermeté, prennent au contraire l'air

lure d'une politique de brutalité, de vengeance et de terreur.

Certains sont nettement contraires au droit des gens, comme le bombardement des villages ayant donné asile à des rebelles, le massacre des femmes et des enfants innocents, la destruction des maisons, des arbres et d'œuvres des agglomérations. Pour les autres, quelques graves et cruels qu'aient été les actes qu'elles prétendent punir des exécutions capitales, des condamnations aux travaux forcés, à l'emprisonnement, la dispersion des manifestations par des fusillades paraissent devoir aggraver le malentendu qui sépare le peuple annamite et les Français, en créant des haines inexpiables.

Nous estimons que M. Moutet est parfaitement documenté sur la situation de l'Indochine, et, abstraction faite de certaines propositions que lui inspire son idéal politique, nous ferons notre volontiers le projet de résolution suivant, qu'il soumet au Comité central de la Ligue:

« La Ligue pour la défense des Droits de l'Homme et du Citoyen.

« Proteste contre les conditions dans lesquelles ont été prononcées par les Commissions criminelles d'Indochine, les condamnations contre les membres des Sociétés secrètes et des partis politiques ou les prévenus d'actes de violence ou de complot contre la sécurité de la France.

« Elle s'élève contre les excès d'une répression aveugle quelques-uns, cruels et regrettables, qu'elle est les actes qu'elle prétendait punir.

« Elle déplore qu'on ait recouru à certaines méthodes de répression

bombardement des villages par avions nettement contraires au droit des gens.

« Elle estime que la cause profonde de la situation présente et ses remèdes sont à chercher moins dans les agissements certains des partis nationalistes ou communistes que dans un mouvement profond de mécontentement de toutes les classes de la population.

« Que seule l'institution en Indochine d'une politique libérale, respectueuse du droit des hommes et des peuples, pouvant rapidement amener les populations indochinoises à se gouverner elles-mêmes, sous la protection réelle de la France, sera de nature à rétablir avec l'ordre et la paix, la confiance des indigènes annamites dans le peuple français.

« Que l'affirmation de cette politique et mise en œuvre immédiate des moyens pour la réaliser permettraient de rétablir une collaboration loyale entre la France et les indigènes indochinois pour accomplir une œuvre de civilisation tendant au développement intellectuel, économique et politique du pays, et sauvegardant l'œuvre de progrès déjà réalisée par la colonisation française.

« La Ligue estime qu'il y a lieu d'accorder immédiatement aux indigènes la liberté d'opinion et de presse, de réunion et d'association.

« Qu'il y a lieu de réformer les assemblées existantes, pour y assurer une majorité indigène et de leur accorder des pouvoirs délibératifs et non simplement consultatifs.

« Qu'il faut remanier profondément le système fiscal, abolir l'impôt du sel, proscrire l'opium, mettre le monopole de l'alcool aux mains de la collectivité, réviser les contributions en leur proportionnant à la capacité réelle des habitants.

« Rendre applicables à l'Indochine toutes les lois protectrices du travail et du salaire, lutter contre la mise des masses rurales, par un vaste programme de travaux publics, agricoles et en prenant toutes les mesures pour empêcher la spéculation et l'accaparement du riz;

« Lutter contre la prévarication, les abus d'autorité, les actes attentatoires au principe de l'égalité des races;

« Organiser un enseignement supérieur, adapté aux conditions sociales et d'élèves davantage encore l'enseignement populaire;

« Réorganiser la justice en supprimant les tribunaux d'exception, en assurant au justiciable des juges indépendants et capables et des procédures protectrices de leurs droits.

« Ouvrir sans restriction de fait ou de droit l'accès des emplois et des fonctions aux indigènes dans les conditions d'égalité absolue avec les Français.

« Telles sont les réformes que la Ligue estime devoir être réalisées d'urgence pour parvenir au but qui doit se proposer la politique coloniale d'une République démocratique.

Des propositions moins raisonnables à notre avis furent introduites sans ce texte sur la demande de M. Chailley et adoptées par le Comité central.

Tel qu'il est, le programme de M. Moutet constitue cependant déjà le maximum des réformes qui peuvent être apportées à l'Administration du pays dans un délai à déterminer. La partie purement économique de ce programme nous paraît devoir pri-

Crédit Foncier de l'Indochine

Société Anonyme au Capital de 110 millions de francs

AGENCES EN COCHINCHINE

SAIGON : 32, Boulevard de la Somme
CANTHO : Boulevards Delanoue et Saintenoy
Autres Agences : PHOM-PENH, HANOI, HAIPHONG, BANGKOK

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES A LONG TERME

Sur immeubles urbains : remboursables par amortissements mensuels, trimestriels semestriels ou annuels — Taux 12 % par an.

Sur rizières : remboursables par paiements annuels, au moment de la vente de la récolte de paddy — Taux 12 % plus dans certains cas 2 % de commission d'aval.

PRÊTS SPÉCIAUX POUR LA CONSTRUCTION D'IMMEUBLES

Pour tous renseignements, écrire à l'Agence la plus proche de votre résidence : SAIGON ou CANTHO.

A VENDRE

Magnifique terrain à bâtir de 1 ha. 15 de forme rectangulaire en bordure d'un chemin vicinal à Phu-Nhuân.

PRIX A DÉBATTRE

S'adresser au bureau du journal

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ÉPARGNE

Société Anonyme Française de Capitalisation
Capital : Shanghai Taels : 63.000 (1/2 versé) fr.
Français 2.000.000 (1/4 versé)
Réserves au 31 Décembre 1919
Shanghai Dollars : 35.044.896.00
Direction pour l'Indochine
26, Rue Chaigneau - Saïgon

Remboursement des Bons d'Épargne

Tirage mensuel

du 29 Septembre 1930

sous la présidence de M. SOULET agent général de la Banque Franco-Chinoise à Saïgon, Membre du Comité Consultatif.

COMBINAISON N° 2

Trente Sixième Tirage

La série 681 a été désignée par le sort. Elle renferme le Bon d'Épargne N° 1832. Le Bon N° 1832 appartenant à Monsieur De Schepper, Comptable de la Société INDOCHINÉFILMS et CINÉMA, 33 Boulevard Henri Rivière - Hanoi, a été remboursé pour le Capital de :

Mille Piastres

COMBINAISON N° 3 TROISIÈME TIRAGE

La série 1211 a été désignée par le sort.

Publicité de la Société

Internationale d'Épargne

3^{me} paragraphe

... le montant du remboursement partiel des bénéfices est donc pour ce mois de :

Quatre vingt quinze piastres

70 cents

(au lieu de Quatre Vingt Dix piastres 70 Cents)

... Ces deux Porteurs de titre touchent donc chacun un remboursement de Quarante sept piastres 85 cents.

(au lieu de Quarante cinq piastres 35 Cents)

Le prochain tirage aura lieu le Mardi 28

Octobre 1930, à 15 heures, dans les bureaux de la Société, 26 Rue Chaigneau, Saïgon (1^{er} étage).

On peut souscrire aux Bons de la Société chez ses Agences et Courtiers ainsi que dans les bureaux de la Direction pour l'Indochine, 21, Rue Chaigneau, à Saïgon (Téléphone 571).

Une brochure explicative sera adressée sur demande.

mer la politique pure. Il s'agit d'abord de donner au peuple le moyen de manger à sa faim, il faut réorganiser l'impôt, supprimer la gabelle, de si néfaste mémoire en France, supprimer le monopole de l'alcool.

Le dessus la politique n'a rien à voir, le fasciste et le socialiste peuvent se mettre d'accord. Seul le communiste pourrait se plaindre, car sa propagande deviendrait inutile.

Nous examinerons dans un autre article, plus complètement, les propositions de M. Moutet, et rechercherons celles qui pourraient être appliquées immédiatement.

On peut en rejeter quelques unes. Ils n'en est pas moins vrai que ce document offre une base solide de discussion.

A.P.I

PIASTRE INDOCHINOISE

17 octobre 1930

Taux officiel : 10 fr. 00

Banque de l'Indochine...	9 92
Banque Franco-Chinoise...	9 92
Banque de Saïgon...	9 92
Finance Française et C...	9 92
Hongkong Shanghai...	9 92
Chartered-Bank...	9 92
Société Annamite de Crédit...	9 92

COTE DES CHANGES

Saïgon, le 17 octobre 1930.

	Vente	Livr. rapprochée
Paris...	TT 9.90	8 j. 10.01
vue 9.92	30 j. 10.04	60 j. 10.08
	90 j. 10.12	
Londres...	TT 1.7 3/16	8 j. 1.7 7/16
vue 1.7 1/4	30 j. 1.7 5/8	
Etats-Unis...	TT 38 7/8	30 j. 39 1/2
vue 39 1/16	60 j. 39 5/8	
Hongkong...	TT 17 1/2	183 4/8
Shanghai...	T. T. 98	30 j. nominal
Japan...	vue 78 5/8	60 j. 79 3/4
Manille...	78 1/2	10 j. 79 3/8
Singapore...	45 1/2	FF 301.43 5/8
Java...	97	30 j. 98 1/4
Bangkok...	113 1/4	
Indes...	108	T.T. 108 5/8
Argent (ready)...	15 3/4	
métal (forward)...	15 1/16	
Paris/Londres...	123.70	
Paris/New-York...	—	
N. Y./Londres...	—	
Argent fin N. Y.	—	

Banque de l'Indochine

COURS DU PADDY DE SAIGON

Rendu aux usines de Cholon, sacs perdus.

	Par picul de 68 kgs
Paddy pour riz de Choix	4.60 à 4.75
Paddy pour riz n° 1	4.35 à 4.45
— n° 2 40 / Janon	3.90 à 4.00
— n° 3 50 / Java	3.75 à 3.85
Paddy alimentaire	3.50 à 3.60



ARRIVÉES

De France

Le d'Entrecasteaux, vers le 19 octobre C. R.
Le Yangtse, vers le 18 octobre M. M.
Le Athos II, vers le 31 octobre à 16 h M. M.
Le Dardache, vers le 31 octobre M. M.

De la Chine et du Japon

Le Pothos, vers le 31 octobre M. M.

Du Tonkin

Le Meinam le 17 octobre à 17 h. M. M.
Le Cap Tourane, vers le 20 oct. C. R.
Le Claude Chappe, vers 18 oct. vers 13 h M. M.

De Singapour

Le G. G. Roume, le 9 oct. au matin S. M.

DÉPARTS

Pour la France

L'André Lebon le 21 octobre à 4 h M. M.
Le Meinam vers le 24 octobre M. M.
Le Cap Tourane, vers le 24 octobre C. R.
Pour l'Annam et le Tonkin

Le Compigne, vers le 18 oct bre à 11 h. M. M.
Le d'Entrecasteaux, vers le 20 oct. C. R.
Le Claude Chappe vers le 23 octobre M. M.

Pour la Chine et le Japon

L'Athos II, vers le 24 octobre M. M.

Pour Singapour

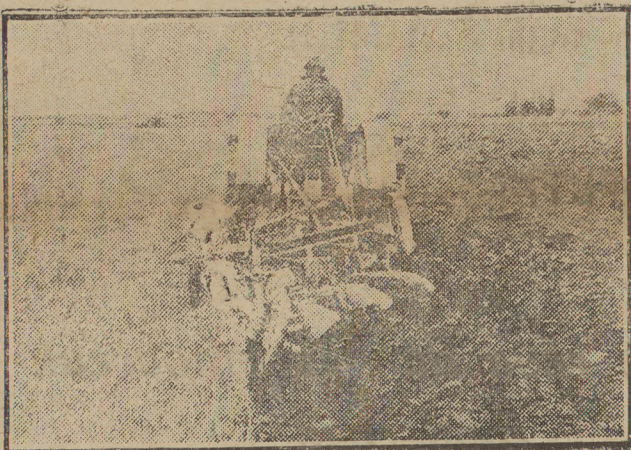
Le G. G. Van Vollenhoven, le 18 oct. à 13 h. 45 S. M. I.

SOCIÉTÉ ANONYME POINSARD & VEYRET

Paris — Saigon — Phnompenh — Haiphong — Hanoi

Représentants de Matériel & Machines Agricoles

Tracteurs Agricoles, Allis-Chalmers Company-Milwaukee (U.S.A.)

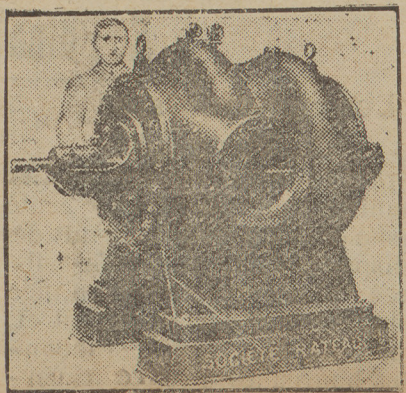


On trouvera sur place des pièces de rechange usuelles et l'outillage de service. Essais à domicile faits sur demande.

Pompes élévation et irrigation "RATEAU" a meilleure marque française. Différentes dimensions et débits de 200 à 10.000 m³ par heure.

Installation fixe et mobile plusieurs pompes ont été achetées par la Société agricole et industrielle du Thap-Muoi qui en est très satisfaite.

Devis installation sur demande. Pour tous renseignements s'adresser à la

SOCIÉTÉ ANONYME POINSARD & VEYRET
121, Boulevard Charner, 121
SAIGON

ECOLE VIOLET DE PARIS

École des Ingénieurs Électriciens
LABORATOIRES DE PREMIER ORDREPour tous renseignements s'adresser
au Docteur GUILLAUME

33, rue d'Amsterdam Paris (8e Arr.)

Le Docteur GUILLAUME fera visiter

l'Ecole aux personnalités annamites
de passage à Paris

Questions politiques

(Du journal « L'ami du peuple » indochinois)

J'ai eu l'occasion de converser ces derniers jours avec plusieurs représentants du peuple élus ou nommés. J'ai discuté avec d'autres Annamites.

Et je me suis aperçu qu'un certain nombre ne percevait pas très nettement la situation faite à l'Indochine, et ne discernait pas du tout le but à atteindre.

Il n'est donc pas inutile que j'écrive sur l'article publié ici même sous le titre de « Protectorat et administration directe »; cela permettra aux lecteurs annamites de l'« Ami du Peuple Indochinois » d'avoir des idées exactes et précises sur la situation, aux lecteurs français de connaître une des causes du malentendu qui persiste entre protecteurs et protégés.

Aussi bien, l'incident qui s'est produit lors de la clôture de la Chambre des représentants du peuple, l'absence de M. Robin, constitue-t-il un exemple frappant de ce malentendu.

La situation de l'Indochine annamite, Cochinchine exceptée, est actuellement celle-ci.

Le pays est administré en apparence par des Annamites. En réalité il est entièrement dirigé par nous. Il n'y a pas en fait d'autorité annamite puisque tous les fonctionnaires en nomme dépendent de leurs chefs qui sont Français. En Annam même, à la Cour et c'est ce qui a amené la déconsidération de celle-ci aux yeux du peuple, les ministres ne sont rien que des Français placés au-dessus de leur âge et souvent leur dignité, sous les ordres de jeunes administrateurs délégués à leur ministère. La convention de 1925 maladroite — et on commence à s'en apercevoir — qu'on a la déclaration provisoire alors qu'elle n'avait nullement ce caractère lorsqu'elle fut signée — a retiré au Roi le peu de pouvoirs qui lui restaient pour n'en faire qu'une sorte de grand-prêtre de la religion nationale.

Au Tonkin, le régime est encore plus net, le Résident supérieur se trouve être le représentant du Roi, représentant qui ne peut, en sa qualité de Français, dépendre du Roi.

Le régime de l'Annam et du Tonkin est donc un régime d'administration directe, où tout le pouvoir est exercé par les Français. Mais l'autorité française s'abrite derrière l'autorité annamite pour faire ce qu'elle n'oserait faire si elle était seule en cause. C'est ainsi par exemple qu'elle applique au nom du roi un code qu'elle a établi elle-même et qui permet de condamner aux travaux forcés l'auteur d'une faute qui n'aurait pu être en Cochinchine que trois mois de prison. Je pourrais citer de nombreux exemples.

C'est cette duplicité que nous avons tenu à dénoncer. J'estime qu'elle n'est pas digne de nous, elle constitue un mensonge perpétuel, elle masque le véritable visage de la France.

Il y a mieux. L'exercice du pouvoir absolu gâte vite ceux qui ne sont pas faits pour commander, d'autant plus vite ici que l'Annamite insinuant et souple a tout fait de trouver le défaut de la cuirasse.

La concussion qui s'exerce si fréquemment chez les fonctionnaires indigènes a gagné assez facilement certains milieux français, et jusqu'à la Résidence supérieure il serait possible d'en citer des exemples.

Il est de toute évidence que cette situation ne peut se prolonger davantage, elle nuit à l'Indochine, elle nuit encore davantage à la France.

Il reste trois solutions. La première, c'est l'éviction totale de la France, et le remplacement du traité de protectorat par un traité d'alliance. Disons tout de suite que c'est impossible. Impossible pour plusieurs raisons. D'abord le pays n'est pas prêt à pouvoir s'administrer lui-même, nous ne l'avons pas préparé à ce rôle.

Les Français partis, le pays serait en proie aux guerres intestines, la convoitise de ses voisins serait excitée. Tous les progrès que nous avons apportés ne tarderaient pas à disparaître. Un traité d'alliance avec la France serait difficile, car nous avons tant fait ici que nous sommes attachés au pays, et que la rupture ne pourrait être que brutale.

La grande majorité des Annamites pensent, je crois, que la présence de la France est encore nécessaire.

La seconde solution serait l'application au pays de l'Administration directe, c'est-à-dire la transformation de l'Annam et du Tonkin en colonies. Nous violerions nettement le traité de 1884, nous utiliserions le droit du plus fort sans aucune ambiguïté. Évidemment, nous ne ferions que ce que nous avons fait jusqu'à présent mais ouvertement, honnêtement, et ce serait en somme beaucoup mieux.

Il y a des partisans de ce régime, notamment parmi les habitants de Hanoi et de Haiphong qui sont sujets français.

Mais la transformation du pays en colonie doit amener progressivement la transformation des sujets en citoyens. Est-il possible de croire que les Annamites pourrissent un jour de Français? Qu'ils pourrissent faire abstraction de leur civilisation, de leurs coutumes, de leurs mœurs?

Je ne le crois pas pour ma part. Quelques Annamites peuvent se franciser, la masse ne se francisera jamais.

La troisième solution enfin, c'est le retour loyal au traité de Protectorat, compte tenu bien entendu des idées que nous avons introduites, de l'évolution des mœurs et des coutumes, au désir de liberté des populations.

Le retour aux règles du Protectorat, ce n'est pas comme le pense M. Robin, la création de nouvelles classes de mandarins, mais bien le passage de toute l'autorité entre les mains du Souverain, cette réserve que ce dernier tenant compte des progrès du pays, devra accorder au peuple les libertés qu'il demande.

En donnant plus de pouvoirs aux mandarins, alors que ceux-ci restent sous l'autorité française c'est accentuer le désaccord c'est augmenter la haine du peuple contre les protecteurs de ces derniers, les Français.

Nous ne pensons pas, à l'« Ami du Peuple », que cette haine soit justifiée. Il ne faut pas abuser des mots. Remplaçons si nous le voulons le mot mandarin par celui de fonctionnaire. La haine contre les fonctionnaires s'explique par les exactions de ces derniers. Le rôle des Français, d'après le traité serait de lutter contre ces exactions et il y aurait assez à faire. En fait, il semble que trop de Français soutiennent les concussionnaires, et le peuple croit volontiers que nous bénéficions de ces revenus illicites. A-t-il tort à fait tort?

Des mandarins concussionnaires. Mais des interprètes dans les résidences, des infirmiers dans les hôpitaux des plantons même ne sont-ils pas parfois portés à se faire de leur fonction des revenus supplémentaires? Et faut-il supprimer tous les fonctionnaires indigènes?

Répondons que le traité de 1884 donne aux Français un pouvoir de surveillance. Qu'ils exercent ce rôle avec attention, et la situation s'améliorera très vite.

Toute mesure qui voudrait revenir au traité de 1884 sans commencer par la tête sera inopérante, elle sera même dangereuse.

Que les conseils veillent!
E. BEAUMONT

L'agitation dans les Indes

150 arrestations à Bombay, la ville observera 3 jours de deuil

Bombay, 7 octobre. — La police a arrêté à Bombay 150 personnes dont Aziz Hussein El Hadji, secrétaire du conseil de guerre et fils du président de la municipalité de Bombay; en conséquence, la ville a décidé d'observer trois jours de deuil.

L'Argus de la Presse

L'Argus de la Presse, « Voix tout » fondé en 1879, les plus anciens Bureaux d'articles de Presse, 37, rue Bergère, Paris, lit et dépouille plus de 20.000 Journaux et Revues dans le Monde entier.

L'Argus, édite l'Argus de l'Officier, lequel contient tous les votes des hommes politiques.

L'Argus recherche les articles passés présents et futurs.

L'Argus se charge de toutes les Publicités en France et à l'Étranger

Compagnie Annamite D'ASSURANCE-AUTOMOBILES

Société anonyme au capital de 200.000 \$

Siège Social: 54-56 rue Pellerin - SAIGON

Adresse télégraphique: ASSURANA

Téléphone: 748

1- PRIME: LES PLUS MO-

DESTES.

2- RÈGLEMENT RAPIDE EN

CAS D'ACCIDENT.

QUAN LUONG Y

R. HERISSON

Khâm các thủ bình

CON MAT - LO TAI, LỒ MUI

VA ĐỘC GIỌNG

218, đường Mac-Mahon

Ngang Núi Học đường, Saigon

Điện thoại: 400

NOUVEL ARRIVAGE

VENTE RÉCLAME

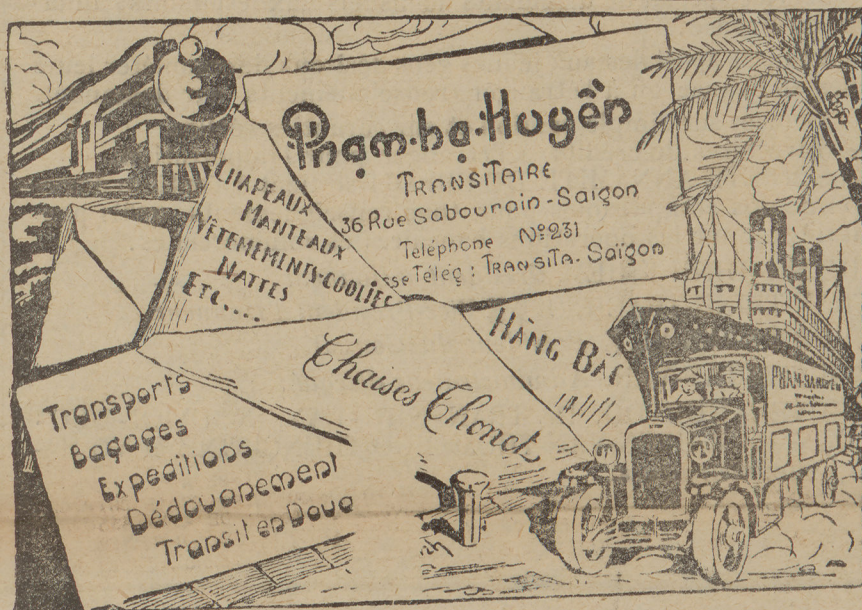
Ballon en véritable cuir, réglementaire 8 50

Raquette N.-V.-T. (fabrication W. l'am.) 9 50

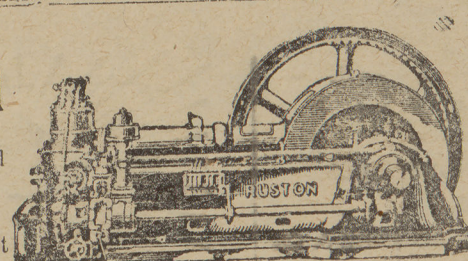
MAISON NGUYEN-VAN-TRAN

94-96 Bd Bonnard - SAIGON

Téléphone n° 178



MOTEUR Ruston

Semi-diesel và Diesel
Năm và đứng, chạy bằng dầu mazout hoặc dầu

MOTEUR Gardner

Diesel và Semi-diesel
Năm và đứng, chạy bằng dầu mazout hoặc dầu

Thiên nghệ về máy xay lúa gạo, đã bán rồi nhiều cái dạng tròn danh tiếng. Canot chạy bằng dầu sắn, dầu lửa và mazout, boîte vitesse cho canot từ 15 đến 50 mã-lực.

Giấy thép tốt: CIACHUC SAIGON
ĐẠI-LÝ: Nguyễn-van-Chức
25-27 rue Colonel Grimaud - SAIGON số 842

Kiến con mắt

Kiến mắt | Coi xa
Kiến xe hơi | Coi gần
« M. » Dĩ kiến « V. »

Kiếm-Thời

Tục kêu: Kiến nhà Đức-Cha

Đại-lý độc-quyền

NGUYỄN-VĂN-BÁU

29 - RUE D'ESPAGNE - SAIGON

Hàng nội hóa, giá rẻ:

Mặt ong Nam-kỳ

Nước-mắm Phú-Quắc

Tra-huế Thủ-dầu-một

Xin Đồng ban lưu ý

SOCIÉTÉ ANNAMITE DE CONSTRUCTIONS

Société anonyme au capital de 100.000 \$

AVIS

Messieurs les Actionnaires qui n'ont pas encore versé leur part sont priés d'en effectuer le versement avant le 20 Juin 1930, à la Société Annamite de Crédit à Saigon ou à Vinhlong.

Pour tous renseignements, s'adresser à Monsieur Nguyễn-van-Sâm, 72, Rue Lagrandière Saigon.

On s'abonne sans frais à la Tribune Indochinoise dans tous les Bureaux de Poste de l'Indochine.

BULLETIN des crues du 16 Octobre 1930

POSTES d'Observations	DATES des observations	PLUS HAUTES MERS					DATES des plus hautes ea en 1929
		HAUTEURS LUES EN 1930			Hauteurs plus en 1930		
		aux dates des observations	les jours précédents	minima des P.H.E.	aux mêmes dates	maxima des P.H.E.	
Luangprabang	9-10-30	868	842	076	800	1675	22-8
Vientiane	id.	668	640	051	713	1332	25-8
Savannaket.	id.	545	579	008	623	1375	27-8
Khong	id.	420	445	013	342	737	27-8
Strungtreng.	7-10-30			089	583	1080	30-8
Sambor	id.			035	570	1060	1-9
Phonpenh	id.			190	1036	1099	5-9
Snoutrou	id.			333	1207	1218	25-9 (N.G.)
Tanchau	9-10-30	567	566		562	600	16-9
Chaudoc	id.	527	522	110	557	583	21-9 id.
Longxuyen.	id.	357	353	154	358	379	23-9 id.
Nuisap.	id.	362	356	115	380	389	9-10 id.
Rachgia	id.	172	168	141	271	291	11-7 id.
Thothnot	id.	303	295	192	282	322	3-10 id.
Canau	id.	292	287	137	241	317	3-10 id.
Duathou	8-10-30	152	156	094	142	181	30-1 id.
Daingai	id.	262	262	148	247	262	8-6 id.
Vinhthanh	id.	312	292	202	320	367	28-1 id.
Sadee	9-10-30	331	322	225	354	299	23-10 id.
Vinhlong	id.	267	266	149	266	250	22-10 id.
Travinh	id.	191	189	094	201	272	20-10 id.
Calbe	id.	273	270	049	207	282	7-8 id.
Mytho	id.	234	215	121	198	278	4-10 id.
Tamam	id.	121	119	072	114	153	22-10 id.
Benluc	id.		133	081	129	152	23-10 id.
Phuan	id.	121	123	049	903	161	14-4 id.
Kéga	id.	129	129	062	114	159	18-10 id.
Nuinai	id.	086	082	030	104	148	23-10 id.
Cap-St-Jacques	id.	105	105	039	025	112	19-11 id.

Các gánh hát nên chú ý

Rạp hát Thành-Xương đường Borse số 121, của ông Huyện Cầm cho mượn, mấy đêm thường thì 40 p.00 còn đêm thứ bảy 60 p.00

Hát bộ Annam

Ngày thường 35 p. 00

Ngày thứ bảy 60 p. 00.

Nếu quý ông qui có cần dùng xin đến nơi số 14, đường Lacotte, như quý vị mượn trọn tháng tính rẻ hơn.

Tissage de soieries et Teinturerie

Pierre LÊ-PHAT-VINH

TÉLÉPHONE N° 467

SPÉCIALITÉS DE :

SATINS, PONCÉES DE CHINE

ET TUSSORS

SOIERIES SPÉCIALES

POUR LES FEMMES ANNAMITES

BANQUE DE L'INDOCHINE

PRIVILÉGIÉE FONDÉE EN 1875

Société Anonyme au Capital de 72.000.000 de francs

Capital appelé... Frs 68.000.000

Montant global des réserves au 31 déc. 27 » 101.000.000

Directeur Général: M. René THION DE LA CHAUME

Siège Social: 96 Boulevard Haussmann, Paris (VIII)

SUCCURSALES & AGENCES

CHINE

CANTON

FORT-BYARD

HANKOU

HONGKONG

MONGTZE

PEKIN

SHANGHAI

TIENTSIN

YUNNANFOU

INDOCHINE

SAIGON

BATTAMBANG

CANTHO

HAIPHONG

HANOI

THANH-HOA

HUE

NAM-DINH

PHNOM-PENH

QUINHO

TOURANE

VINH

AUTRES SIÈGES

BANGKOK

DJIBOUTI

SOUVA

PAPEETE

PONDICHÉRY

SINGAPORE

Correspondants sur toutes les places.

Elle traite toutes les opérations de Banque et de Change.

Adresse télégraphique:

INDOCHINE

Thuộc thiên thời của Pharmacie NGUYEN VAN TRI ở Mytho chè ra, đã cứu được nhiều người rồi. Nếu có Cù là thiệt thoa tiếp thêm, đừng cho vọt bè, thì mười bình không trật một. Dám cam đoan.

Société Annamite de Crédit
SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 250.000 \$
SIÈGE SOCIAL: 54-56, rue Pellerin, Saigon
Agence — Vinhlong

Adresse télégraphique: CREDITANA Téléphone: 748

— Ouverture de comptes de dépôts à vue appelés «Comptes courants» de chèques, en piastres et en francs, portant intérêt à 4% l'an.

— Ouverture de comptes spéciaux appelés «Comptes d'épargne» en piastres et en francs portant intérêt à 5% l'an. Comptes pour épargnants, remboursables sur demande, «sans préavis, ni délai».

— Ouverture de comptes de «dépôts à échéance fixe» portant intérêt à 6% l'an, pour dépôts d'un an. Ces dépôts peuvent cependant être retirés à tout moment, mais ils seraient alors assimilés aux comptes courants et ne rapporteraient qu'un intérêt de 4% l'an pour le temps écoulé depuis le jour où ils sont effectués jusqu'au jour de leur retrait.

— Emission de chèques et transfert par courrier et par câble sur la France.

— Service spécial de paiements mensuels aux étudiants annamites en France.

— Avances spéciales aux jeunes gens désireux de compléter leurs études en France ou à l'étranger (renseignements sur demande).

— Avances sur simple caution et sur garanties réelles.

— Ouvertures de crédits à l'étranger pour l'importation.

La SOCIÉTÉ ANNAMITE DE CRÉDIT se tient à l'entière disposition de nos compatriotes pour tous renseignements qu'ils peuvent désirer sur les opérations bancaires et commerciales.

HUYNH-DINH-KHIEM, Président d'Honneur.
TRAN-TRINH-TRACH, O. S. M. Vice-Président d'Honneur.
TRUONG-TAN-VI, Président du Conseil.
NGUYEN-TAN-VAN, Administrateur-délégué.
NGUYEN-HUU-DO, Dr. TRAN-NHU-LAN, NGUYEN-DUC-NHUAN, P. NGUYEN-VAN-THOM, NGO-TRUNG-TINH et VO-HA-TRI, Administrateurs.

Le Directeur statutaire,
P. LÊ-VÂN-GÔNG

MOREL & C^{IE}
Les successeurs des
ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS
DE SAIGON
de BONNEFOY & Cie et de BONADE & Cie

Maison fondée en 1893

MANUFACTURE DE:
CARRÉLUX EN CIMENT, MOSAÏQUES
VENITIENNES, POTERIEUX, DALLES,
BUES, FOSSES SÉPTIQUES, etc.

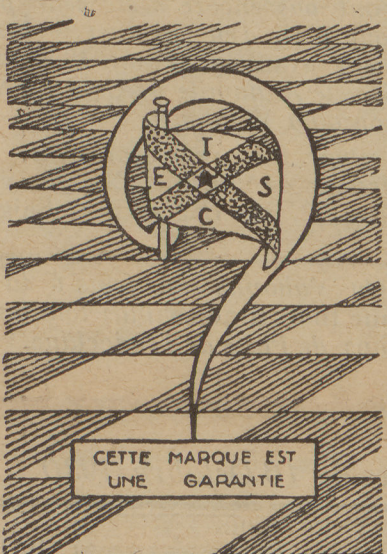
REVÊTEMENTS DE MOSAÏQUE DE MAR-
BRE POUR MURS, ESCALIERS, PAR-
QUETS, etc.

Bureaux: 1, Rue d'Ayot
angle de la rue Mac-Mahon
SAIGON

Téléphone: 118
Adresse télégr.: Indus-Saigon
Codes:

Lugagne-Bentleys A. Z. Français

Usines et entrepôts
Quai de la Marne
Saigon Khanh-hoi



A VENDRE
Citroën C4 familiale 7 places état
neuf CC 300 prix 2 800 \$.
Torpédo 2 place 8 CV entièrement
révisée à neuf Sénéchal C.
8385. Prix 800 \$.

S'adresser 17 Bd. Luro
ou au Garage BAINIER

Dinh-vân-Hoat & Bui-dinh-Tu

Kể từ ngày 1er mai trở về sau, hãng này đã
giao lại cho chúng tôi. Chúng tôi đã chính đốn lại, có
thợ máy giỏi, thợ sơn khéo, đồng thùng xe và
máy mui đệm rất cần thận. Có nhận làm đồ ngội, đồ
tiện, quần magneto, sửa dynamo và sửa đèn xe hơi nữa.
Giá tính phải chăng, xin đồng-bà chiều cõ.

Kính cáo.
Garage NAM-HIỆP-THÀNH,
168, BOULEVARD-GALLIÉNI.
(Đường xe điện giữa di Cholon-Saigon)

Chronique sportive

FOOT-BALL

C. I. A.

P. V. de la séance
du 14 octobre 1930

La Commission s'est réunie hebdomadai-
rement au siège social N° 76 rue La-
grandière, le 14 octobre 1930.
La séance est ouverte sous la présidence
de M. H. M. Chau.
Étaient présents: MM. Nguu, Phong,
But, Trung du Comité.
Absents excusés: MM. Kha, Thom,
Tiên Rigaud.
Assistaient à la séance: MM. les délé-
gués de Commerce, Victoria, Govap, Da-
kao, Distamy, Télépost, Electro, Binh-
Hoà, Licorne, An-Nhon, Paul-Bert.

Homologation des matches joués le 12 octobre 1930

Télépost bat Electro par 3 à 1 — Homologué
E. Gladinh B bat Licorne par 1 à 0 id.
E. Gladinh A bat P. Bert par 3 à 1 id.
Govap bat Binh-Hoà par 4 à 1 id.

Matches à jouer le 19 octobre

3h.00 à 3h.45. — An-Nhon c. Dakao
Arbitre M. Trung
3h.50 à 4h.40. — Victoria B. c. Distamy
Arbitre M. Mui (Electro)
h.45 à 5h.45 — Commerce c. Govap
Arbitre M. Nguu

L'arbitre officiel du match Binh-Hoà-
Govap, joué le 12 octobre 1930 sur le
terrain de Binh-Tây, rend compte à la
Commission que le joueur Bui de Binh-
Hoà qui a été renvoyé du terrain pour jeu
brutal, a essayé d'entraîner ses cama-
rades à quitter le terrain en signe de pro-
testation. Par application de l'article 27
du Règlement intérieur de la C. I. A., la
Commission inflige à ce joueur un mois de
suspension, à titre de premier avertisse-
ment, pour attitude anti-sportive.

Coupe de l'Est

Les clubs des provinces de l'Est qui dé-
sirent participer à la Coupe, sont invités
à faire parvenir à la C. I. A., 76, rue
Lagrangière à Saigon, le 4 novembre 1930,
au plus tard. (Passé cette date aucune de-
mande ne sera retenue):

- 1° Une demande d'engagement.
- 2° La liste des joueurs portant leurs
noms et prénoms, leur date de naissance,
leur résidence.
- 3° 2 photos par joueur.
- 4° Une copie des statuts approuvés cer-
tifiée conforme par le Président du Club.
Conditions d'Admission. — Le club qui
n'a pas ses statuts régulièrement approu-
vés, ne sera pas admis à cette compétition.
Les joueurs doivent résider dans la loca-
lité où y ayant leur emploi. Ceux qui ont
déjà été qualifiés dans les clubs de Sa-
igon (y compris celui de Thudamot A.)
seront écartés.

Après examen du dossier de tous les
clubs, la C. I. A. fera connaître ses dé-
cisions par lettre adressée directement à
chaque club et dans la presse.

Commission Sportive Interclub de Cholon

D'manche 19 octobre 1930
sur le terrain de «Police Sport»
Rue Frédéric Drouhet

3 h. à 4 h. — V. S. Hôpital Indigène
contre A. S. Michelin.

Arbitre: M. Hoà

4 h. à 5 h. — C. A. Phulam contre
Palikao Sportif.

Arbitre: M. Vinh.

5 h. à 6 h. — V. S. Cholonaise contre
Sê R. A. C. (Stella).

Arbitre: M. No.

Loterie de la Mutualité 1930

«Le tirage des loteries précédentes
ayant été plusieurs fois reporté»,
un certain scepticisme demeure
dans l'esprit des preneurs de bil-
lets en lisant la date de tirage in-
diqué sur chacun de ceux-ci.

«Ce doute ayant une forte réper-
cussion sur l'écoulement desdits
«billets, le Comité des Œuvres de
la Mutualité a décidé que, pour
«que notre populaire loterie annuel-
«le retrouve la confiance du public,
«aucune demande ne sera faite pour
«obtenir le report de la date du ti-
«rage et que celle-ci sera irrévoca-
«blement effectuée le 11 Novembre
«1930 à 9 heures du matin dans le
«hall de la Mairie de Saigon».

LE COMITÉ.

NÉCROLOGIE

Mme Veuve Thái-hông-Hung, née
Dương-thi-Linh.

Mme et M. Mai van Vo, et leur
enfant;

Mme et M. Trần van Tai, et leurs
enfants;

Mme et M. Thái-hông-Ngân, et leur
enfant;

M. Thái-hông-Hy;

Mme et M. Bui duy Tuyên, et leurs
enfants;

M. Thái-hông-Hiep;

M. Thái-hông-Duc;

M. Thái-châu-Nghiệp;

Mademoiselle Thái-thi-Giàu;

M. Thái-lập-Thánh;

M. Thái-van-Kiên;

Ont la douleur de vous faire part de la
perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en
la personne de:

Monsieur THAI-HONG-HUNG

Ancien Chef du 2^e Quartier de la Ville de
Cholon Propriétaire Forcier

décédé le 16 octobre 1930, dans sa 69^e
année, leur époux, père, beau-père,
grand-père et oncle.

Et vous prie de vouloir bien assister
à l'enterrement qui aura lieu le 19 octo-
bre 1930, à 8 heures 30 précises.

On se réunira à la Maison mortuaire
sise à Cholon, Rue des Marins N° 491.

La politique en France

**Le Gouvernement Tardieu
est ébranlé**
Le parti radical-socialiste
déclare qu'il est prêt
à assumer les
responsabilités du pouvoir

Grenoble, 11 octobre (Arip).
Le Congrès Radical-socialiste de
Grenoble s'est terminée comme il
avait commencé dans une atmos-
phère de confiance à l'intérieur du
parti; dans leurs déclarations, les ra-
dicaux-socialistes proclament qu'ils
resteront fermement dans l'oppo-
sition, contre tout gouvernement,
appuyé par la droite. Selon ses tra-
ditions, le parti est prêt à assumer
les responsabilités.

**Le programme d'action
immédiate**
La motion finale rappelle briève-
ment les points essentiels du pro-
gramme radical notamment en ce
qui concerne la protection de l'agri-
culture, la lutte contre la spéculation,
enfin la défense nationale, en
substituant aux méthodes surannées
une organisation militaire, moderne
et scientifique.

On ne peut réaliser une œuvre
aussi ample que dans la sécurité et
la paix. Elle est tributaire de la
prosperité elle-même solidaire dans
les bénéfices de la paix. Il y a donc
une double raison pour que le parti
poursuive une politique dont l'ini-
tiateur présent au Congrès a été M.
Herriot.

La déclaration se termine en re-
produisant l'ordre du jour qui est
«Charte». Le Congrès y adresse
un appel aux partis démocratiques
pour que dans tous les pays ils s'op-
posent aux menaces actuelles et
émet le vœu que le gouvernement
français saisisse l'occasion de la re-
prise des travaux de la commis-
sion de désarmement pour proposer un
projet, dans l'esprit du protocole de
Genève, et dont l'adoption par tous
les Etats aboutirait au désarme-
ment général. L'Assemblée salue
avec satisfaction les efforts entre-
pris pour la création d'une union
européenne et fait appel à l'union
de toutes les forces démocratiques.

Une exclusion

Au cours de la séance, M. Dumes-
nil, Ministre de la Marine, a été
exclu du parti à l'unanimité.

Un vif incident a toutefois mar-
qué la dernière séance du congrès
radical. La déclaration du parti re-
pousse toute alliance avec les droites
cléricales et nationalistes. M. Léon
Meyer, maire du Havre, a demandé
qu'on ajoute à ce texte «et leurs
alliés».

D'énergiques protestations se sont
élevées. M. Herriot, envisageant
l'éventualité d'une crise ministé-
rielle, est intervenu en montrant
qu'il ne fallait pas augmenter l'em-
baras des chefs en restreignant la
possibilité d'une concentration.

Il a proposé de dire «repousse
l'alliance avec toutes les droites»
La vacarme continuant, M. Daladier
est intervenu disant: «Nous ne
sommes pas ici pour nous occuper
de subtilités grammaticales; faites
confiance à vos chefs». Finalement,
le compromis proposé par M. Her-
riot a été adopté.

Le parti prépare

une déclaration
Une commission chargée d'élaborer
le texte d'une déclaration qui
sera lue demain au congrès du parti
radical s'est réunie sous la prési-
dence de M. Daladier; après une
longue discussion elle a chargé M.
Lagaron de préparer un texte en
représentant intégralement celui des
ordres du jour adoptés, par le con-
grès en conclusion des débats sur la
politique extérieure et intérieure
et complété par l'exposé complet
du programme du parti. L'accord
définitif est déjà acquis dans les
commissions sur ces bases.

La Révolution en Brésil

Brésil. — La situation du Brésil
paraît s'améliorer au profit des fédé-
raux. La ville de Rio est calme. On
mande de Sao-Paulo aux journaux
argentin que le Général Miguel Cor-
ta, chef des rebelles aurait été tué.
Selon un communiqué officiel sur
le front de Minas Geraes, les fédéraux
avancent sensiblement. Ils ont re-
poussé à la frontière des états de Sao-
Paulo et du Paraná les attaques des
rebelles qui ont battu en retraite et
subi de grosses pertes. Dans l'état
de Rio de Janeiro, les troupes loy-
alistes ont repoussé des rebelles qui
cherchaient à s'emparer de Itacara.
L'organisation enthoustaste des ba-
tailles de patriotes continue.

Rio-de-Janeiro 17 octobre.

Selon un communiqué officiel de
Rio, les forces loyalistes ont progres-
sé au sud de l'état de Minas Geraes.
Les positions fédérales à la frontière
des états de Sao-Paulo et de Paraná
ne sont pas changées. Le Général
Nepomuceno Costa, dans l'état de
Sants-Catharina maintient ses posi-
tions, dans plusieurs villes du Rio
Grande do Sul, le drapeau de cet
état a remplacé le drapeau national,
ce qui provoque des protestations.

Buenos Aires. — On mande de
Porto Alegre que les fédéraux de
San Jaoa del Roy se sont rendus.
Au cours d'un récent combat les for-

QUELQUES MAXIMES

Un cœur ! Une chaumière et
surtout !... Une Conduite
“ TOUT ACIER ”

CITROËN C4 C6

Tel est le rêve de nos amoureux
modernes

En Chine

Les communistes du Yangtsé

Sanghai 16 Octobre (Arip). — Les
communistes qui ont pris et brûlé
Changsha à la fin de juillet ont, de-
puis, disparu. Leur armée s'est dis-
loquée en plusieurs bandes qui, bien
entendu, vivent sur l'habitant et,
chacune pour leur compte, rançon-
nent les bourgades qu'elles traver-
sent. Les troupes gouvernementales
les laissent à peu près tranquilles
en attendant, dit-on, dans les mi-
lieux officiels que le retour de la
paix rende disponibles des corps de
troupes suffisamment importants
pour qu'on puisse donner efficace-
ment le chasse aux bandits. D'autre
part, il arrive fréquemment que les
colonnes mobiles lancées contre les
communistes comparent le sort des
soldats réguliers à celui des outlaws,
trouvent le second préférable et s'ag-
règent purement et simplement aux
brigands. Or Nank'na a besoin de tous
ses hommes, de toutes ses armes et
ne veut pas les risquer à ce jeu dan-
gereux.

Changsha proprement dit, selon
les voyageurs qui en reviennent, res-
semble à un vaste camp retranché.
Les conseillers allemands expédiés
en hâte de Nankin ont procédé à
une organisation sérieuse de la dé-
fense; les chevaux de frise barrent
les abords de la cité que protège
une triple ceinture de barbelés et
plusieurs lignes de tranchées.

Au cours des mois d'août et
de septembre les rouges ont tenté
plusieurs offensives partielles contre
les autres centres commerciaux
ou industriels de la région. Il arriva
qu'une défense hardie d'un com-
mandant plus audacieux que les au-
tres repoussât aisément ces attaques
peu coordonnées, mais en général
la seule annonce de la venue d'une
«grande compagnie» suffit pour in-
duire les riches à fuir ou à payer.

Du reste comme les troupes gou-
vernementales quand il s'agit pour
elles de combattre, exigent éale-
ment une forte prébende de gens qu'elles
doivent défendre, que, d'autre part,
en se protégeant on risque des re-
présailles en cas de défaites, les bour-
geois trouvent qu'une rançon modé-
rée est moins coûteuse qu'une dé-
fense, même victorieuse.

Mais il n'y a pas des communistes
que dans le Hounan. Ils pullulent
aussi sur la rive nord du Yangtsé,
sans que les autorités paraissent s'en
préoccuper beaucoup.

Les nouvelles que nous recevons
du moyen fleuve indiquent que les
bateaux fluviaux remarquent de plus
en plus souvent le drapeau rouge plan-
té sur les positions d'où on les bom-
barde. D'autre part le service d'en-
tretien du Yang s'est de plus en plus
lamentable. Les inspecteurs étrangers
ont dû cesser leur travail dans le
courant de l'été en raison de la me-
nace bolcheviste permanente. Aussi
les risques que courent les naviga-
teurs viennent-ils non seulement des
rives mais du lit même, du courant,
des hauts fonds, il est impossible de
rappeler toutes les fusillades qu'ont
subies les bateaux marchands récem-
ment. Il a peu de victimes parce que
le fleuve est large et les assaillants
maladroits. Mais l'intention y est.
L'agence japonaise Rengo, rappor-
tant un certain nombre d'incidents,
conclut:

«Les rouges s'enhardissent tous
les jours. Pourtant ils s'efforcent
d'éviter les ports ouverts que l'orga-
nisation est rangée à protéger».
Quant aux populations paysannes
elles ont tellement souffert des in-
cursions des outlaws qu'elles ont
cessé de cultiver des céréales. Elles
font pousser du coton désormais.
Les bandits ne peuvent pas manger
du coton».

Les de Sao-Paulo ont en 700 taëls et
blesés.

Les président des états de Minas-
geraes, de Rio Grande do Sul, de
Parahyba et les dirigeants révolu-
tionnaires ont télégraphié aux ban-
quiers de New-York et de Londres
qu'ils reconnaissent toutes les det-
tes du gouvernement fédéral.

Actes de piraterie

Cholon. — Le 11 Octobre courant,
à 2 heures du matin, 20 individus ar-
més de fusils et de bâtons, attaquè-
rent la ferme appartenant à l'ex-
conseiller Ng-yên-var-Chat de Dur-
Hô, gardée par les époux Lai van-
Thu et située près du rach Cay-Tam
limitrophe du village de Tan-Nhut
et de Tân-Tô. Les pirates y enlè-
vèrent des bijoux et des effets d'ha-
billement d'une valeur de 360\$, et 160\$
en espèces. Les époux Lai van Thu
n'ont pu donner l'alarme qu'après
le départ des pirates. Les victimes
n'ont reconnu aucun des malfaiteurs
et ne soupçonnent personne.

Tay Ninh. — Un vol qualifié a été
commis le 11 courant, vers 22 heu-
res au préjudice de Lê van Ly habi-
tant d'une maison sise à 4 kilomè-
tres au nord du chef-lieu par 4 an-
namites et deux cambodgiens por-
teurs d'un fusil.

Ces malfaiteurs y ont enlevé des
effets d'habilleme d'une valeur de
100 piastres et dix piastres en espè-
ces. La maison de la maison a été
légèrement blessée.

GOVERNEMENT
GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE
EMPRUNT
DE 6.180.000 PIASTRES
—
LISTE
des numéros des Bons à lots extraits
de la roue au tirage du 1er
septembre 1930
(trente quatrième tirage)
(Suite)

2.507	42.193	51.919	59.512	69.244
32.518	42.220	51.942	59.682	69.292
32.520	42.360	51.980	59.933	69.312
32.561	42.109	51.988	59.990	69.595
32.640	42.521	52.020	60.187	69.673
32.914	42.586	52.102	60.221	69.744
33.307	42.760	52.112	60.211	69.846
33.309	42.885	52.184	60.356	69.952
33.498	42.977	52.183	60.463	70.261
33.785	43.320	52.265	60.519	70.384
33.968	43.501	52.294	60.712	70.396
34.079	43.524	52.314	60.714	70.436
34.120	43.557	52.376	60.716	70.571
34.313	43.659	52.381	60.967	70.574
34.391	44.85	52.475	60.989	70.889
34.529	44.280	52.545	61.014	71.080
34.621	44.558	52.564	61.119	71.162
34.626	44.675	52.569	61.232	71.220
34.775	44.880	52.608	61.419	71.228
34.707	44.962	52.954	61.748	71.486
35.237	45.010	53.085	61.859	71.584
35.205	45.012	53.107	62.302	71.648
35.309	45.021	53.141	62.395	71.664
35.351	45.069	53.170	62.457	71.766
35.785	45.187	53.448	62.496	71.813
35.838	45.336	53.526	62.748	71.888
35.878	45.385	53.686	62.759	71.935
36.282	45.395	53.790	62.891	72.252
36.414	45.428	53.990	62.966	72.896
36.517	45.529	54.061	63.49	72.897
36.529	45.701	54.370	63.230	72.925
36.538	45.778	54.455	63.518	72.941
36.971	45.854	54.459	63.754	73.082
36.695	45.871	54.474	63.819	73.202
37.306	45.875	54.485	63.899	73.286
37.372	46.354	54.541	64.113	73.495
37.395	46.472	54.639	64.272	73.511
37.447	46.491	54.765	64.392	73.571
37.490	46.530	54.916	64.424	73.752
37.739	46.580	55.067	64.548	73.762
37.861	46.732	55.200	64.931	73.858
37.960	46.735	55.298	65.001	73.883
37.989	46.915	55.313	65.104	73.885
38.096	46.994	55.360	65.213	74.153
38.258	47.180	55.579	65.414	74.183
38.342	47.681	55.893	65.540	74.364
38.476	47.801	55.929	65.619	74.419
38.697	47.861	56.142	65.707	74.463
38.716	47.864	56.307	65.751	74.664
39.148	47.925	56.379	65.758	74.784
39.155	47.931	56.530	65.861	74.836
39.278	47.943	56.534	65.947	74.841
39.374	48.258	56.578	66.107	74.953
39.448	48.276	56.716	66.125	75.054
39.658	48.395	56.867	66.259	75.177
39.676	48.466	57.006	66.509	75.205
39.904	48.671	57.162	66.603	75.343
39.991	49.283	57.390	66.833	75.434
39.991	49.761	57.424	66.837	75.464
40.076	50.088	57.623	66.847	75.622
40.154	50.089	57.743	67.183	75.665
40.781	50.235	58.033	67.408	75.833
40.355	50.705	58.169	67.419	75.844
40.485	50.788	58.189	67.432	75.875
40.529	50.743	58.222	67.439	75.900
40.922	50.943	58.251	67.513	76.078
41.019	51.028	58.332	67.630	76.281
41.029	5.095	58.429	67.618	76.344
41.438	51.212	58.733	67.751	76.539
41.237	51.260	58.831	67.801	76.677
41.260	51.289	58.943	67.947	76.826
41.359	51.315	58.952	68.054	76.912
41.458	51.385	59.133	68.151	77.025
41.537	51.340	59.122	68.591	77.127
41.731	51.376	59.168	68.839	77.251
41.731	51.560	59.279	69.224	77.285